

*Jugement du concours définitif.*

Art. 31. — Le jour fixé pour le jugement définitif, les membres du bureau de l'académie, les membres de la section de composition musicale et les jurés adjoints de cette section s'assemblent au Conservatoire pour entendre les scènes lyriques. Elles sont exécutées par des chanteurs choisis par les concurrents. Les concurrents sont libres d'accompagner eux-mêmes leur ouvrage. Les concurrents et les artistes qui prennent part à l'exécution des scènes lyriques sont autorisés à assister à l'exécution de tous les ouvrages du concours.

Art. 32. — Le jour fixé pour le jugement du grand prix de composition musicale, l'académie des beaux-arts et les jurés adjoints à la section de composition musicale s'assemblent à l'institut pour entendre l'exécution des scènes lyriques et procéder ensuite au jugement du concours.

Art. 33. — Ensuite le président invite l'académie à procéder immédiatement au jugement qui est rendu dans la forme prévue par les articles 17 et 18 des dispositions générales du présent règlement.

**Règlement de l'académie de France à Rome.***Pensionnaires peintres.*

Art. 23. — Le pensionnaire peintre devra exécuter dans la première année de sa pension :

- 1° Une copie peinte d'après un tableau ou une fresque dont le choix sera soumis à l'approbation du directeur, ainsi que les dimensions de la copie et la grandeur des figures. Cette copie demeurant la propriété de l'Etat et sera exécutée par des procédés analogues ou se rapprochant le plus possible de ceux employés dans l'original;
- 2° Un choix d'études peintes ou dessinées (au minimum 6).

Dans la deuxième année, il doit exécuter un tableau d'une ou deux figures dont une au moins de grandeur naturelle. Ce tableau sera accompagné des études faites au cours de l'année (au minimum 6).

*Exposition des envois à Rome et à Paris.*

Art. 33. — Les travaux obligatoires doivent être mis à la disposition du directeur chaque année au mois de mai.

Art. 34. — Il y a tous les ans au mois de mai, exposition publique à l'académie de France des travaux obligatoires des pensionnaires peintres, sculpteurs, architectes, graveurs en taille-douce, graveurs en médailles et en pierres fines.

Les travaux exécutés par les pensionnaires peintres, sculpteurs, architectes, graveurs en taille-douce, graveurs en médailles et en pierres fines de première année, depuis leur arrivée jusqu'au 15 avril, pourront figurer à cette exposition avec l'approbation du directeur de l'académie.

Cette exposition est précédée par l'exécution de morceaux de musique de courte durée, composés par les musiciens de première et de deuxième année.

Art. 37. — Immédiatement après l'exposition de Rome, et sous réserve de l'exception résultant de l'article 24, les travaux des pensionnaires seront expédiés à Paris pour être examinés par l'académie des beaux-arts, puis exposés publiquement. Cette exposition doit coïncider avec la distribution solennelle des grands prix de Rome.

Les pensionnaires pourront être autorisés par l'académie des beaux-arts à exposer à Paris, en même temps que leur dernier envoi, leurs envois précédents, ainsi que l'ensemble de leurs travaux, études, compositions, etc.

Il est de règle absolue qu'aucun envoi (à l'exception des travaux exécutés par les pensionnaires résidant hors de l'académie) ne pourra figurer à l'exposition de Paris, s'il n'a pas figuré préalablement à celle de Rome.

En dehors des envois réglementaires, aucun emballage, aucun transport de Rome à Paris ne pourrait être fait aux frais de l'académie sans l'autorisation préalable du directeur, autorisation subordonnée aux ressources budgétaires qui demeureraient disponibles.

Pour tous les envois, les toiles et les dessins seront expédiés roulés.

Fait à Paris, le 10 janvier 1951.

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS****Décret n° 51-54 du 13 janvier 1951 relatif au brevet d'Etat d'éducation physique et sportive.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-437 du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par les décrets du 17 octobre 1945 et du 1<sup>er</sup> juillet 1947;

Vu le décret du 14 avril 1950 relatif au brevet d'Etat d'éducation physique et sportive,

*Décète :*

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du décret du 14 avril 1950 relatives au brevet d'Etat d'éducation physique et sportive, sont remplacées par les suivantes :

« 2° Un brevet d'Etat d'éducation physique et sportive sera décerné aux candidats de nationalités française et étrangère.

titulaires de la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive, ayant obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20, sans note rendue éliminatoire par décision du jury, aux épreuves définies par l'arrêté du 30 mars 1945 et les textes qui l'ont modifié, relatifs au diplôme de maître d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie). Des arrêtés pris ultérieurement préciseront, s'il y a lieu, les épreuves complémentaires destinées à attester la qualification pour des spécialités déterminées.

« Ce brevet ne conférera à ses titulaires aucun droit à un poste de fonctionnaire de l'Etat. »

Art. 2. — Les présentes dispositions sont immédiatement applicables.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 1951.

R. PLEYEN

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'éducation nationale,

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

ANDRÉ MORICE.

**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME***Régisseurs d'avances.*

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'arrêté interministériel du 29 octobre 1946, instituant des régies d'avances aux annexes de l'institut géographique national en Algérie et au Maroc;

Vu l'arrêté du 28 février 1950, nommant M. Collado, régisseur d'avances à l'annexe de l'institut géographique national au Maroc;

Vu la proposition du directeur de l'institut géographique national; Sur la proposition du directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale,

*Arrête :*

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Malis (Jean-Joseph), ingénieur des travaux géographiques de l'Etat de la classe exceptionnelle, en service à l'annexe de l'institut géographique national au Maroc, est nommé régisseur d'avances à cette annexe, en remplacement de M. Collado (François), employé à l'annexe de l'institut géographique national au Maroc.

Cette disposition prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Malis, M. Joret (René), adjoint technique principal de 1<sup>re</sup> classe, a qualité pour remplir en son lieu et place les fonctions de régisseur d'avances.

Art. 3. — Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

YRISOU.

**Tableau d'avancement des ingénieurs en chef des ponts et chaussées pour le grade d'inspecteur général des ponts et chaussées.**

Par arrêté du 9 janvier 1951, le tableau d'avancement des ingénieurs en chef des ponts et chaussées pour le grade d'inspecteur général des ponts et chaussées est fixé définitivement comme suit pour l'année 1950, savoir :

*a) Cadre des services ordinaires*

MM Mesnager (déjà inscrit en 1945-1949).	MM. Boutet (déjà inscrit en 1949).
Gazet (déjà inscrit en 1949).	Robert.
Haguenaud.	Gibert.
Milault.	Stahl.

*b) Cadre des services détachés*

MM. Aubert (déjà inscrit en 1949).	MM. Varlet.
Koch.	Gosselin.